



HAL
open science

Produire des savoirs “ africains ” Réflexions à partir du CODESRIA

Lionel Zevounou

► **To cite this version:**

Lionel Zevounou. Produire des savoirs “ africains ” Réflexions à partir du CODESRIA. *Revue d'Anthropologie des Connaissances*, 2020, 14 (2), <https://journals.openedition.org/rac/6102>. 10.4000/rac.6102 . hal-02737395

HAL Id: hal-02737395

<https://hal.science/hal-02737395v1>

Submitted on 2 Jun 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0
International License



Revue d'anthropologie des connaissances

14-2 | 2020

Les enjeux de l'institutionnalisation des savoirs musicaux

Produire des savoirs « africains »

Réflexions à partir du CODESRIA

Producing "African" knowledge. Reflections from CODESRIA

Producir conocimientos «africanos». Reflexiones desde el CODESRIA

Lionel Zevounou



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rac/6102>

ISSN : 1760-5393

Éditeur

Société d'Anthropologie des Connaissances

Référence électronique

Lionel Zevounou, « Produire des savoirs « africains » », *Revue d'anthropologie des connaissances* [En ligne], 14-2 | 2020, mis en ligne le 01 juin 2020, consulté le 02 juin 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rac/6102>

Ce document a été généré automatiquement le 2 juin 2020.



Les contenus de la *Revue d'anthropologie des connaissances* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Produire des savoirs « africains »

Réflexions à partir du CODESRIA

Producing "African" knowledge. Reflections from CODESRIA

Producir conocimientos «africanos». Reflexiones desde el CODESRIA

Lionel Zevounou

Introduction

- 1 Le débat sur la « décolonisation » des savoirs est récemment revenu sur le devant de la scène académique britannique, indienne, sud-africaine et, dans une moindre mesure, américaine. Si l'on y regarde soigneusement, les revendications autour d'une « décolonisation » des savoirs ne sont pas nouvelles. Elles prennent ancrage dans les pays du Sud (Afrique, Amérique Latine), jadis qualifiés de « tiers-monde » et qui ont expérimenté avant l'heure les politiques publiques tant décriées dans plusieurs universités anglo-saxonnes ces dernières années. Le Conseil pour la recherche en sciences sociales en Afrique (ci-après CODESRIA) a longtemps constitué, à cet égard, un espace intellectuel de réflexion critique et de contestation des politiques promues par la Banque mondiale.
- 2 Le CODESRIA reste pourtant très peu connu dans l'hexagone. S'il est évoqué, ce n'est que de manière indirecte par le travail partial de Jean-Loup Amselle sur les théories postcoloniales (Amselle, 2010). Ce travail met, pour le dire vite, davantage l'accent sur un certain nombre d'universitaires (S. Amin, P. Hountondji, A. Mafeje, M. Mamdani, T. Mkandawire, P.-T. Zeleza, A. Mbembe, M. Diouf) que sur leur institution commune. L'histoire intellectuelle du CODESRIA est résumée en une page (Amselle, 2010, pp. 70-71) ; il en résulte – et c'est peu dire –, nombre de raccourcis discutables quant au contexte de formulation de leurs différentes pensées. À vrai dire, l'objectif de Amselle n'est pas tant de procéder à une histoire intellectuelle du CODESRIA que de ferrailer avec une pensée dite « postcoloniale » vectrice de nombreux maux supposés (Collier, 2018). Le propos s'inscrit ainsi dans un débat franco-centré où la question coloniale revient sur le devant de la scène depuis les années 2000 (Bancel, Blanchard, Vergès,

2003 ; Lazarus, 2006 ; Smouts, 2007). Il n'est pas exagéré de dire qu'au fond, l'analyse du CODESRIA proposée dans cet ouvrage n'a constitué qu'un prétexte permettant de dénoncer l'intrusion de la pensée postcoloniale – et des dangers qu'elle comporterait pour les sciences sociales – dans le champ académique français. La focalisation sur les acteurs a pu aussi conduire à un résultat inverse : on pense ici aux travaux qui tendent à réifier plusieurs intellectuels du CODESRIA dans le but d'en souligner la constante panafricaniste (Mkandawire, 2005).

- 3 Ce tableau assez sombre d'un CODESRIA, désormais dominé par une pensée (dé) ou (post) coloniale parfois stigmatisée dans le paysage intellectuel français, contraste avec la renommée de l'institution dans l'espace académique anglophone et, au-delà, dans l'hémisphère sud (Afrique, Amérique latine, Asie). La participation de maints universitaires africains de renommée internationale a grandement contribué au prestige du CODESRIA sur l'ensemble du continent africain. S'y ajoute le soutien financier apporté tant aux chercheurs qu'aux universités par le truchement de plusieurs programmes¹. Les travaux de nombre de ceux qui appartiennent ou sont passés par l'institution sont notoirement reconnus, mais à titre individuel. Fatou Sow et ses travaux sur le féminisme en Afrique, les philosophes Paulin Hountondji ou Souleymane Bachir Diagne, dont le dernier s'est encore illustré récemment avec la publication de l'ouvrage écrit sous forme de dialogue avec le même Jean-Loup Amselle, le politiste Mamood Mamdani ou les historiens Boubacar Barry, Joseph Ki-Zerbo, Mamadou Diouf ou Achille Mbembe, sont autant d'intellectuels dont les travaux font aujourd'hui autorité dans de nombreuses branches des sciences sociales. La trajectoire de ces différents universitaires a, de près ou de loin, été marquée par leur passage au sein du CODESRIA. De telles trajectoires ne peuvent se comprendre sans un éclairage plus large sur les communautés intellectuelles dans lesquelles elles s'inscrivent. Derrière la singularité des thèses proposées par les uns et les autres, se profile nombre de débats sous-jacents initiés dans plusieurs communautés intellectuelles du Sud. Au risque pour maints universitaires du Nord, de faire le jeu d'un exotisme incarné par des penseurs – pris dans leur singularité – « africains », « asiatiques » ou « sud-américains », cet article prend le parti inverse. Il met l'accent sur une communauté particulière, le CODESRIA, qui participe à instituer un espace de discussion intellectuel entre universitaires du Sud depuis plus de 50 ans. L'objectif consiste, ce faisant, à éviter l'invisibilisation inhérente à la présentation d'un auteur au détriment des communautés intellectuelles dont il est issu.
- 4 Institution panafricaine, le CODESRIA entend fédérer la recherche en sciences sociales produite sur le continent africain. Sous ce vocable « panafricain » coexiste en réalité une grande diversité d'approches méthodologiques dont émerge une ligne directrice minimale : la volonté de créer un espace intellectuel de discussions progressiste et centré sur la promotion d'une épistémè produite par des universitaires du Sud, adaptée aux réalités du continent africain. Il serait erroné d'attribuer au CODESRIA le monopole d'une telle ambition. Ici surgit une première interrogation d'ordre épistémique : à savoir qu'en ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, une socio-histoire des formes institutionnelles et des disciplines qui ont vu le jour dans l'enseignement supérieur avant, durant et après la période coloniale manque encore cruellement². Elle manque d'autant plus qu'en ce qui concerne la naissance du CODESRIA, peu de travaux ont cherché à inscrire cette dernière dans un contexte plus large.

- 5 L'idée d'une épistémè produite par le Sud émerge dès le XIX^e siècle. En Afrique de l'Ouest, le Fourah Bay College demeure par exemple un haut lieu intellectuel sur le continent jusqu'en 1948 (Foray, 1979 ; Paracka, 2003). Nombreux sont les projets qui proposent la création d'universités panafricaines. À l'occasion d'une conférence organisée en Sierra Leone en 1962, est évoquée l'urgence du besoin d'un espace intellectuel ouest-africain, transcendant les barrières linguistiques (Cissé, 2018). À titre individuel, plusieurs travaux et courants de pensée contemporains – issus du continent et de la diaspora afro-américaine et caribéenne – antérieurs à la création du CODESRIA s'inscrivent dans la même ligne de pensée.
- 6 En dépit des difficultés structurelles aigües que connaissent depuis près de trente ans les universités sur l'ensemble du continent africain (excepté l'Afrique du Sud³ et quelques rares autres institutions épargnées par des décennies de restrictions budgétaires) (L. Thaver et B. Thaver, 2018) et malgré l'exil massif de nombreux universitaires, le CODESRIA demeure une institution relativement stable qui tente, avec les moyens qui sont les siens, de constituer un vivier de chercheurs en sciences sociales sur l'Afrique. Mieux encore : le CODESRIA constitue l'une des rares institutions africaines, sinon la seule, qui ambitionne de rassembler au sein d'une même communauté scientifique l'ensemble des chercheurs en sciences sociales sur le continent. Le CODESRIA demeure enfin et surtout un espace qui propose un regard de sciences sociales sur l'Afrique mené par des « Africains »⁴ eux-mêmes. Et ce, avec toutes les tensions, incompréhensions et lourdeurs qui peuvent en résulter, il convient d'y insister.
- 7 Cette étude part d'un rapport subjectif à l'institution. Membre du CODESRIA depuis 2014, l'auteur a participé à la dernière assemblée générale qui s'est tenue à Dakar en décembre 2018 intitulée : « l'Afrique et la crise de la globalisation »⁵. C'est à partir d'une tentative d'objectivation de cette expérience que s'articule l'étude proposée. Le propos met l'accent sur une lecture institutionnelle du CODESRIA sans omettre le rôle qu'ont pu jouer – et jouent encore – certains acteurs-clés dans la constitution et l'émergence de cette communauté épistémique qui tente de fédérer, au-delà des barrières linguistiques et culturelles, l'ensemble des chercheurs en sciences sociales du continent (Elias, 1993)⁶. En tant que communauté épistémique (Adler et Haas, 1992)⁷, le CODESRIA fédère différents courants de pensée (marxistes, panafricanistes, nationalistes, tiers-mondistes, postcolonialistes, etc.) qui apportent une impulsion différente à l'institution selon le rôle qu'ils occupent dans l'institution. Naturellement, notre propos demeure incomplet sur plusieurs points qu'il conviendrait d'approfondir.
- 8 La démonstration s'articule autour d'un certain nombre de questions qu'il faut entendre comme autant de pistes de recherches possibles. Il s'agit donc moins de rendre compte d'un CODESRIA fantasmé, tel qu'il devrait correspondre aux valeurs d'un panafricanisme triomphant, que d'une invite à penser une forme de recherche africaine en train de se faire, pour emprunter au vocable des *Sciences and Techniques Studies* (Latour, 1987). Cet espace de recherche va dans plusieurs directions, on s'en doute. Parce que le CODESRIA entend rassembler l'ensemble de la recherche en sciences sociales, il constitue un terrain d'analyse et de réflexion fructueux sur lequel il conviendrait sans doute de se pencher davantage en ce qu'il constitue à la fois un espace de rencontre, de circulation et de confrontation d'idées entre le Nord et le Sud d'une part, et entre plusieurs pôles intellectuels de l'hémisphère Sud (Amérique du Sud et Asie) d'autre part⁸.

- 9 L'article poursuit deux objectifs. Le premier objectif constitue autant un travail de vulgarisation qu'une tentative de mise en contexte : peu a encore été dit sur la genèse du CODESRIA ; cette genèse soulève encore un certain nombre de questions peu explorées que tente de mettre en lumière ce travail. Il s'agit donc de pallier l'insuffisante connaissance du CODESRIA, de son mode de fonctionnement et de son identité intellectuelle par les sciences sociales françaises (Mourre, 2019 ; Barro, 2010). Un second objectif reprend la thématique abordée lors de la dernière assemblée générale, celle de la « décolonisation des savoirs » pour en poursuivre la réflexion au regard de l'évolution actuelle de l'institution. Notre propos entend donc apporter une présentation et une réflexion générale sur le CODESRIA en tant qu'institution composée d'acteurs divers (universitaires, chercheurs, intellectuels), sur la base de la littérature existante et d'un retour réflexif sur l'expérience de l'auteur⁹.

Trois parties composent l'article. La première revient sur l'émergence encore très peu discutée du CODESRIA ; la seconde propose un état des lieux de quelques défis contemporains rencontrés par l'institution ; la troisième partie, sous forme d'une discussion conclusive, revient sur le thème de la « décolonisation » des savoirs abordé lors de la dernière assemblée générale.

L'émergence du CODESRIA : une relecture

- 10 Il importe de dire quelques mots rapides sur le fonctionnement institutionnel de cette organisation unique en son genre – aucun État n'y est représenté¹⁰ –, qui ambitionne de rassembler sur le continent, une communauté intellectuelle aux trajectoires et cultures académiques très diverses (anglophone, arabophone, francophone, lusophone). Mentionnons simplement à ce stade que le CODESRIA est une organisation non gouvernementale qui fonctionne avec un personnel très réduit au regard de l'ambition continentale qu'elle poursuit dans le domaine des sciences humaines et sociales¹¹. D'un point de vue formel, le CODESRIA est membre observateur de l'Union africaine. L'assemblée générale élit le comité exécutif¹². Le rôle de ce comité exécutif, élu par l'assemblée générale, est central puisqu'il recrute un secrétaire exécutif qui bénéficie, de la part du gouvernement sénégalais, d'une immunité diplomatique et des attributs subséquents ; ce comité exécutif désigne aussi les membres du comité scientifique chargés de proposer, à chaque assemblée générale, une trajectoire intellectuelle pour les années à venir. Cette brève description formelle masque mal une réalité plus complexe où les équilibres linguistiques, politiques – en termes de vision de l'institution –, entre disciplines sont loin d'être simples, et se doublent de difficultés liées au financement de la recherche. On ne peut comprendre l'institution sans avoir en tête qu'elle reste imprégnée tout entière du marxisme et du tiers-mondisme¹³, tant dans l'affirmation de sa singularité intellectuelle que dans son fonctionnement quotidien – très centralisé à vrai dire.
- 11 La singularité intellectuelle du CODESRIA tient aussi dans la volonté de s'appuyer à l'origine sur certaines sciences sociales – l'économie en particulier – au détriment d'autres disciplines ; celles-ci ont eu droit au chapitre moins au regard de leur objet que parce que les acteurs qui les portaient appartiennent aussi aux courants marxiste et tiers-mondiste. Ce mécanisme explique la marginalisation des disciplines non « historiques » : le droit ou les humanités par exemple.

- 12 Surgit dès lors une interrogation à ce jour non élucidée : quel(s) rapports le CODESRIA a-t-il pu entretenir avec les différents mouvements syndicaux liés au marxisme (UGEAO, UDES, UED) à l'origine de la grève de 1968 à l'université de Dakar (Gueye, 2018) ?¹⁴ Il s'agit là d'une question importante, puisque, dès 1959, des critiques se font entendre sur la qualité de l'enseignement dispensé à l'université de Dakar – dont on rappelle qu'elle regroupe alors l'ensemble des étudiants des futurs États francophones de l'Afrique de l'Ouest. Les critiques portent aussi sur la dominante occidentale du personnel enseignant et des programmes, dont les contenus sont fixés par une commission franco-sénégalaise (Bathily, 1992 ; Blum, 2012)¹⁵ et correspondent très peu aux réalités du continent. Autant de thèmes qui feront l'objet de travaux produits par le CODESRIA. Il faut remonter à 1961, lors d'une conférence organisée à Freetown sur la possibilité de création d'une communauté transnationale ouest-africaine pour comprendre qu'un tel projet n'est pas du goût de toutes les puissances coloniales, en particulier la France (Cissé, 2018, pp. 28-29). La signature de trois accords de coopération entre la France et ses anciennes colonies apparaît ainsi comme une volonté de « reprise en main » à l'encontre de velléités panafricanistes sur l'enseignement supérieur (Manière, 2012)¹⁶.
- 13 Cette perspective générale pèse sur le contexte de création du CODESRIA. En effet, l'institution voit le jour dans un contexte où les aspirations sociales autour du devenir panafricain de l'université africaine francophone ont déjà fait l'objet d'une répression de la part du pouvoir politique sénégalais. Dit autrement, le CODESRIA naît alors même que la balkanisation¹⁷ de l'enseignement supérieur africain est déjà quasiment actée d'un point de vue politico-juridique. Un tel morcèlement se révèle, on l'a dit, par la « reprise en main » des espaces intellectuels des anciennes colonies après les indépendances via la signature d'accords de coopération culturelle pour ce qui concerne par exemple la France¹⁸ ; il en résulte un modèle institutionnel de formation, de production des savoirs et d'avancement des carrières qui n'est guère différent de celui légué par les anciennes métropoles. C'est bien ce modèle qui est critiqué à l'université de Dakar dès 1968 et qui oppose les tenants d'une « africanisation »¹⁹ des cadres, à ceux qui estiment qu'au-delà de la simple africanisation, il y a lieu de repenser radicalement le fonctionnement des universités africaines (Amin, 2008, pp. 98-99)²⁰. Or, sur le continent, les principaux leaders et foyers progressistes sont affaiblis ou évincés du pouvoir (K. Nkrumah, M. Keïta, G.-A. Nasser, A. Ben Bella). Dès lors, la décision d'accorder un siège à Dakar dans le CODESRIA dès 1973 ne constitue pas un risque majeur pour les autorités sénégalaises. Et ce, d'autant que les attributions du CODESRIA demeurent en réalité minimales. L'organisme n'a aucune vocation à intervenir dans le recrutement ou la définition des politiques publiques menées dans le secteur de l'enseignement supérieur en Afrique.
- 14 Le seul relai d'influence repose sur des acteurs universitaires eux-mêmes influents. Tel fut le cas de Joseph Ki-Zerbo qui tenta d'insuffler un élan panafricaniste au Conseil africain et malgache d'enseignement supérieur (CAMES), sans succès (Cissé, 2018, pp. 41-77). L'influence institutionnelle du CODESRIA tient aussi dans le lien entretenu avec un certain nombre d'universités, centres de recherches et départements sensibles aux aspirations marxistes, panafricaines, tiers-mondistes et nationalistes qui constituent les principaux courants dominants de la pensée critique sur le continent. Makerere, Dar es Salaam, Dakar et, dans une moindre mesure, Ibadan sont reconnus comme les principales universités qui apportent leur soutien au CODESRIA. Si le récit

commun fait remonter la naissance du CODESRIA en 1973, un travail récent apporte un son de cloche différent. Dès 1964, la conférence de Bellagio, qui se tient sous l'égide de la fondation Rockefeller²¹, entend impulser un espace de recherche sur l'Afrique ; sur l'ensemble des participants on ne compte que deux économistes africains : Adebola Onitiri du Nigéria et Omer Osman du Soudan. Trois années plus tard, Onitiri met sur pied une conférence informelle des directeurs d'instituts de recherche en économie et sciences sociales. De là vient la première signification de l'acronyme CODESRIA : *Conference of Directors of Economics and Social Research Institutes in Africa* (Hoffmann, 2017, pp. 6-10). Par la suite, Samir Amin et Abdallah Bujra reprendront le contrôle de l'institution en donnant une orientation résolument critique à ses travaux²².

- 15 Une hypothèse explique la création du CODESRIA dans un contexte de recul relatif des régimes socialistes sur le continent (Hoffmann, 2017). En effet, si les régimes socialistes sont combattus sur le continent dès les indépendances, toutes les luttes ne sont pas éteintes pour autant. L'Angola, la Rhodésie, une partie du Mozambique, l'Afrique du Sud sont encore en lutte pour leur indépendance. Les intellectuels de ces différents pays, de même que ceux qui s'opposent aux régimes autoritaires mis en place après la colonisation souhaitent la création d'un espace où il soit possible de développer une pensée critique de lutte contre l'impérialisme post-colonial²³. A. Mafeje, M. Mamdani, T. Mkandawire, pour ne citer que les plus connus, font alors face à de nombreuses persécutions en raison de leur appartenance « raciale » ou de leurs opinions politiques (Hendricks, 2008 ; Koumadian, 1984).
- 16 Le CODESRIA émerge dans un contexte particulier de reflux des idées progressistes et panafricanistes quant à la possibilité de création d'une communauté intellectuelle transcontinentale²⁴. En dépit des discours et des intentions affichées, la création du CODESRIA s'opère avec le soutien d'une minorité d'institutions nationales (Ibadan, Dakar, Makerere). Hormis quelques rares exceptions, les pouvoirs africains, obsédés par la problématique du « développement économique » envisagée dans une perspective essentiellement nationale ou post-coloniale²⁵, accordent peu d'attention aux travaux d'universitaires et d'intellectuels africains qu'ils considèrent comme dangereux pour l'exercice de leur pouvoir. C'est pourtant sur le terrain du développement économique endogène et de son corollaire, la critique de la dépendance, que se construit l'espace intellectuel qui alimente les premiers travaux du CODESRIA.

Une singularité intellectuelle initiée par Samir Amin : l'analyse du social en termes de dépendance

- 17 Une constante intellectuelle du CODESRIA tient toutefois dans l'analyse de la domination coloniale en termes de dépendance (Amin, 1972 ; Kennedy, 2013). Il s'agit là d'un thème historique important lié à la naissance de l'institution. Selon un récit dominant, cette naissance est associée à la volonté de plusieurs universitaires (Chen et Yoshihiko, 2016)²⁶. Trois noms reviennent à la surface. Les économistes Samir Amin, Adebola Onitiri²⁷ et le sociologue Abdallah Bujra. Bien entendu, une telle présentation ne fait pas justice à la complexité des négociations institutionnelles et des jeux de pouvoir qui se sont déroulés (avec l'UNESCO, certaines agences situées au Danemark et en Suède – DANIDA, SIDA²⁸ –, l'IDEP, dirigé par Samir Amin à partir de 1970²⁹) pour aboutir à la naissance du CODESRIA. Il faut garder à l'esprit cette complexité même si, pour les besoins du propos, on s'en tiendra à la version ordinaire³⁰. Nommé en 1970 à la

tête de l'IDEP³¹ (Institut africain de développement et de planification économique), Samir Amin crée en parallèle le CODESRIA, sur le modèle du CLACSO (Conseil latino-américain pour les sciences sociales) sud-américain, qui partage l'ambition de proposer une pensée alternative en matière de développement économique (Bayle, 2015)³². Dès le début des années 1970, une réflexion se fait jour sous l'égide de l'UNESCO, quant à la possibilité d'établir des liens entre le CLACSO et une organisation panafricaine poursuivant un objectif similaire. Onitiri et Amin sont tous deux associés à cette réflexion. Ainsi, du 4 au 16 septembre à Dakar, se tient une série de conférences visant à comparer les modèles de développement d'Amérique latine et africains³³. Le CLACSO constitue alors un espace où dominent les théories de la dépendance économique que Samir Amin participe à vulgariser d'abord à l'IDEP puis, par la suite, au CODESRIA. Les locaux de l'IDEP hébergent en 1973 ce qui deviendra le secrétariat général du CODESRIA dirigé deux ans plus tard par Abdallah Bujra³⁴.

- 18 Des trois universitaires mentionnés, Samir Amin reste le plus connu dans le champ académique francophone. Il est de loin celui qui contribue à façonner l'organisation contemporaine du CODESRIA. Économiste marxiste et tiers-mondiste, il est l'un des premiers à développer le concept de développement inégal, qu'il est d'ailleurs possible de mettre en regard avec les travaux de Walter Rodney sur le sous-développement de l'Afrique (Rodney, 2018)³⁵. La formation de Samir Amin constitue l'exemple classique de l'assimilation réussie des élites de l'empire par la République³⁶. Ayant fait ses classes au lycée Henri IV, diplômé de Sciences Po, agrégé en économie, Samir Amin n'aura de cesse de développer son travail intellectuel à partir de sa thèse, dirigée alors par deux professeurs d'économie – on dirait aujourd'hui « hétérodoxes » – dominants dans le champ académique français : François Perroux et Maurice Byé. Cette thèse d'économie internationale porte sur *Les effets structurels de l'intégration internationale des économies précapitalistes : une étude théorique du mécanisme qui a engendré les économies dites sous-développées*. Elle tente d'expliquer les causes du sous-développement d'un point de vue économique. Un des points forts de la démonstration consiste à sortir le sous-développement d'un préjugé évolutionniste. Sur ce point, le travail de Samir Amin entend déjà « décoloniser » d'une certaine manière, la science économique. Décoloniser consiste alors à mettre à distance et déconstruire les discours de type essentialistes produits sur l'Afrique, dont le modèle évolutionniste en économie constitue une variante. Pour le dire dans les termes de Saïd ou d'Abdel Malek, dont la trajectoire intellectuelle se rapproche de Samir Amin, il s'agit d'utiliser les outils intellectuels de l'occident afin de s'abstraire de cette même domination occidentale (Brisson, 2018, pp. 191-203)³⁷.
- 19 Ce que soutient Samir Amin et qui sera par la suite radicalisé à travers le concept de « déconnexion » (Amin, 1986)³⁸, c'est que ce que l'on qualifie de sous-développement est d'abord le fruit d'un rapport de pouvoir entre dominants du Nord et dominés du Sud – on opposait alors le centre aux pays périphériques. En cela, Amin s'inscrit encore dans les pas de François Perroux, l'introducteur, avec d'autres, comme C. Bettelheim, des théories marxistes de la domination dans le débat français (Destannes de Bérès, 1974). La question du sous-développement occupe alors, dans le débat intellectuel des années 1960/1970, une place importante eu égard à l'émergence disciplinaire de l'économie du développement (Amin, Atta-Mills, Bujra *et al.*, 1978). La formation de Samir Amin explique la façon dont l'approche marxiste a longtemps imprégné les travaux du CODESRIA. Sa trajectoire rend compte du profil intellectuel de plusieurs membres du

CODESRIA. Outre leur qualité d'universitaires, ceux-ci entretiennent généralement des liens avec plusieurs réseaux politiques, associatifs et militants : on peut donc les qualifier, pour reprendre Gramsci, d'intellectuels organiques et multipositionnels. De fait, les frontières entre recherche, expertise, conseils politiques, fonctions administratives ne sont pas toujours clairement établies. L'université de Nations Unies – créée en 1973, la même année que le CODESRIA – ou l'UNESCO, constituent autant d'espaces intellectuels critiques qui émergent après la conférence de Bandung. Ainsi, le thème du développement endogène abordé lors de la conférence organisée à Kyoto, en 1978, sera par la suite approfondi par le philosophe Paulin Houtondji à travers le concept de savoirs endogènes. Par-là, il s'agit de proposer une démarche, menée sur le long terme, s'appuyant sur les modes de connaissances, les traditions et les techniques locaux afin d'en tirer une épistémè propre (Houtondji, 1994).

- 20 Après sa thèse, Samir Amin exerce un temps au sein de l'administration statistique égyptienne. Il conseille le gouvernement du Mali dirigé par le socialiste de Modibo Keita entre 1960 et 1964 (Amin, 1965). Contrairement à l'usage qui privilégie un rapprochement parisien, Samir Amin choisit sciemment d'enseigner à partir de l'année 1964 à l'Université de Dakar – il est alors en poste à Poitiers. Sortis à peine de la domination coloniale, les jeunes États africains cherchent une voie adaptée à leur développement économique. Fort de son expérience précédente, Amin propose des solutions économiques, privilégiant les circuits de production locaux.
- 21 Le modèle par excellence est alors celui de la Chine maoïste. Outre l'Égypte et le Mali, Samir Amin est également sollicité par la Guinée Conakry, le Ghana, le Nigéria, puis, par la suite, le Burkina Faso sous Thomas Sankara. Les idées discutées au sein du CODESRIA reflètent en réalité l'état plus général de la pensée critique qui se développe dans le Sud (théories tiers-mondistes, marxistes, maoïstes, nationalistes, partisans de la négritude³⁹, etc.) Outre la circulation des idées, il ne faudrait pas non plus minimiser l'apport des intellectuels tiers-mondistes du Nord dans les premiers débats du CODESRIA⁴⁰. Plusieurs intellectuels marxistes occidentaux apportent aussi leur soutien aux nouvelles institutions comme le CODESRIA⁴¹. Un travail tout aussi important mériterait d'être entrepris sur les liens et les circulations qui ont pu être entretenus après les indépendances avec les intellectuels de la métropole et des caraïbes (Haïti, Martinique, Guadeloupe, caraïbes anglophones et hispanophones).

Résistances intellectuelles et émergence de nouveaux paradigmes concurrents à la pensée marxiste traditionnelle

- 22 La critique formulée par le CODESRIA à l'encontre du savoir occidental est alors d'un triple ordre. Elle tente de répondre à la domination épistémologique occidentale dans sa prétention à détenir le monopole de la rationalité universelle ; elle se concentre ensuite sur le modèle de développement économique standardisé proposé par l'occident ; elle propose enfin de déterminer un programme de recherche africain autonome, concurrent des études africaines développées dans les universités du Nord (Ake, 1972 ; Mkandawire, Olukoshi, 1995). Il faut bien distinguer cette critique de ses usages sociaux lesquels ont parfois été couronnés de succès ou connus un échec retentissant.
- 23 Si l'économie politique constitue une discipline historique au sein de l'institution, il ne faut pas minimiser l'influence plus générale du marxisme dans d'autres disciplines

durant les années 1970/80 : l'histoire, la science politique, la philosophie ou les lettres par exemple (Hountondji, 1977, 1994, 2007). Bien avant les travaux critiques produits en France sur le fonctionnement du pouvoir dans les États africains, Claude Ake ou Peter Ekeh produisent déjà une réflexion importante sur le sujet (Ake, 1978, 1982, 1985 ; Ekeh, 1975). Quantités de travaux en histoire du côté de « l'école » d'Ibadan, de Dar es Salaam (Arowosegbe, 2019)⁴² ou de Dakar, se sont fait l'écho, à l'instar des études subalternes en Inde, d'une écriture militante, prenant au sérieux les luttes et résistances nationales ou la formation d'empires antérieurs à la balkanisation héritée des legs coloniaux (Barry, 1972 ; Dike, 1956 ; Falola, 2001 ; Zeleza, 1993, 2003). Tout ceci incline à penser que la pensée critique développée par le CODESRIA (Bujra, 1978) fait consensus dans de nombreux départements universitaires, y compris en dehors de l'institution – du moins jusqu'à milieu des années 1980.

- 24 Quoi qu'abondamment enseignées dans maints départements (Makerere, Dar es Salaam, Dakar), les théories économiques du sous-développement promues par les universitaires du CODESRIA ont, semble-t-il, trouvé un accueil mitigé dans les cercles des pouvoirs africains. Un travail mériterait là encore d'être entrepris sur le poids décisionnel des économistes du CODESRIA et la concurrence entretenue entre les conseillers marxistes non africains (Russes, Allemands de l'est, Hongrois, Cubains), ceux mandatés par la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international et ceux enfin envoyés dans le cadre des missions de coopération s'agissant de l'Afrique francophone. Une telle difficulté est relatée dans un article relativement ancien, mais toujours d'actualité, rédigée par plusieurs économistes soudanais dans la lutte qui les a opposés à certains conseillers de la Banque mondiale durant les années 1990 (Gadir, 1994).
- 25 Le CODESRIA émerge donc après la première décennie des indépendances et l'avènement, dans plusieurs pays africains, de systèmes de parti unique. S'engage par la suite une lutte intellectuelle contre les premiers programmes d'ajustement structurel. Pour situer le sens d'une telle lutte, il faut avoir en tête la publication du rapport Berg en 1981 pour le compte de la Banque mondiale et qui opère un profond bouleversement dans les moyens de parvenir au développement des États africains. Le rapport Berg (Berg, 1981) prône des solutions néo-libérales (privatisations, réduction des dépenses publiques et de la fonction publiques, etc.) aux problèmes économiques que traverse le continent (Amselle, 1983). La mise en œuvre de ces programmes par le FMI et la Banque mondiale aboutit à des coupes sombres dans maints budgets universitaires nationaux (Gaillard et Waast, 2000). En parallèle, plusieurs universitaires africains font face à une vague importante de persécutions politiques. Ces persécutions s'intensifient jusque dans les années 1990, en particulier au Nigéria, en Sierra Leone, au Zaïre, au Cameroun ou en Guinée Conakry, entre autres. Elles aboutissent à une vague d'exils massifs, au plus grand bonheur des départements d'études africaines américains. Le CODESRIA apporte un soutien à la fois intellectuel et matériel à plusieurs de ces universitaires. Les réseaux informels des uns permettent aussi parfois aux autres de retrouver des postes dans plusieurs universités du Nord⁴³.
- 26 Au sein de la communauté intellectuelle du CODESRIA, une ligne de fracture se crée entre ceux qui apportent leur soutien aux pouvoirs en place au nom de l'impératif lié aux luttes nationales, et ceux qui expriment ouvertement leurs critiques à l'égard de régimes autoritaires, y compris socialistes. Hormis les universitaires marxistes ou mobilisant la théorie marxienne – il faudrait là encore nuancer selon les départements et facultés – qui adhèrent ou expriment leur sympathie à l'égard de l'engagement du

CODESRIA, nombreux sont ceux qui, soit n'adhèrent pas à des thèses qu'ils considèrent comme trop radicales, soit encore n'expriment qu'une sympathie très relative aux idées promues. On touche ici aux oppositions sur le rôle et la responsabilité des intellectuels critiques africains. L'opposition entre les parcours d'Ali Mazrui et Walter Rodney proposée par Mahmood Mamdani illustre ce problème (Mamdani, 2018). Comme partout ailleurs, les intellectuels africains progressistes ont dès le début été tiraillés entre leur loyauté idéologique à l'égard d'un pouvoir censé agir au nom d'une « révolution » nationale et leur rôle de producteurs de savoir, y compris lorsque cela impliquait d'être critiques vis-à-vis dudit pouvoir⁴⁴.

- 27 Les trajectoires des uns et des autres mériteraient, là encore, d'être examinées soigneusement. Sans doute cette question, à notre avis, centrale, manque encore d'être abordée en profondeur. La période allant des années 1973 à 1990 reste en effet peu explorée. Elle reste pourtant charnière dans l'histoire du CODESRIA confronté à l'effondrement des systèmes d'enseignement supérieur africains, au tournant autoritaire de plusieurs États et à une fuite significative des cerveaux (Guèye, 2018). C'est une période tout aussi charnière pour comprendre le déclin du paradigme intellectuel marxiste, désormais concurrencé par plusieurs approches alternatives.
- 28 La fin de la guerre froide constitue, à maints égards, un défi pour le CODESRIA. Défi d'ordre idéologique tout d'abord : la chute de l'URSS et la « droitisation » de l'économie chinoise sous l'ère Deng Xiaoping achèvent de marginaliser la pensée économique marxiste, maoïste tiers-mondiste en Afrique. Les financements et les échanges alimentés par l'ancien bloc de l'est se tarissent. Avec la chute du mur s'affirme une certaine réification des discours nationalistes (Abdullah, 2004)⁴⁵. Comment, au regard de ce discrédit idéologique, parvenir à se renouveler là où même les pays du Sud-est asiatique, l'Inde, la Chine et la Russie optent pour le modèle de l'économie de marché ?
- 29 Le défi est ensuite d'ordre épistémologique. À cet égard, Mazrui pouvait affirmer avec un brin de malice que la doctrine marxiste demeurait, quoiqu'on puisse en penser, eurocentrée (Mazrui, 1994). Depuis la période charnière des années 1970 aux années 1990 conduisant à l'exil de nombreux intellectuels du continent, la pensée du Sud est produite en partie dans les universités du Nord. C'est durant cet exil que Valentin Yves Mundimbe écrit *L'invention de l'Afrique* (Mundimbe, 1988) ; c'est aussi durant cette période d'exil que s'opère, dans les universités anglo-américaines, le tournant critique autour de la race et du postcolonial. On pense aux travaux de Charles Mills et bien d'autres sur le marxisme et la race (Mills, 2003). On pense aussi à tous les travaux qui se réclament, dans le sillage de Stuart Hall, des « cultural studies » ou du postmodernisme (Appiah, 1993 ; Hall, 2013).
- 30 Procéder à un tel constat ne veut certainement pas dire que rien ne se fait plus sur le continent, mais force est de reconnaître que les analyses critiques, celles par exemple qui se focalisent sur la chute des modèles de partis uniques, s'écrivent aussi dans des revues publiées par les universités du Nord (Nyongo, 1988, 1992). Cette relecture du marxisme débouche sur la formation de pensées de l'exil (Jeanpierre, 2010) ; elle engendre du reste de multiples paradigmes de pensée alternatifs critiques. On assiste dès lors à la reconversion des anciens courants critiques (marxistes, maoïstes, tiers-mondistes) autour de nouveaux « paradigmes » intellectuels alternatifs.
- 31 Au CODESRIA, la chute du mur est propice à l'ouverture vers la science politique, les études de genre ou les humanités⁴⁶. Une question demeure cependant. Quel sort convient-il de réserver au tournant amorcé par les travaux sur la race et les études

postmodernes évoqué? Ce tournant amorcé dès la fin des années 1980, est conjointement initié par plusieurs universitaires – pour beaucoup minoritaires – du Nord et ceux du Sud qui y ont pu y trouver l'exil. De là sont nées nombre de controverses mémorables sous le mandat d'Achille Mbembe (Mbembe, 2000), dont on a simplement retenu – sans doute à tort –, les invectives *ad hominem* au détriment des questions intellectuelles de fond⁴⁷. Le clivage autour de ces thèses s'est donné à voir dans le *Bulletin du CODESRIA* de 2004, n° 1 & 2. Les enjeux soulevés par ce débat sont essentiels et demeurent toujours d'actualité. Ils témoignent d'une reconversion de nombreux intellectuels jadis acquis aux idées tiers-mondistes et marxistes. Cette présentation apparaît cependant incomplète. Elle passe en effet sous silence les rencontres qui eurent lieu entre l'histoire africaine et les *Subaltern studies*, la mise en place d'études sur le genre dès 1991 (Diouf, 1999 ; Iman, 1990). Il est même possible d'affirmer que la théorie marxiste orthodoxe avait déjà fait l'objet d'une redéfinition d'ampleur dès le début des années 1970 (Arowosegbe, 2019, pp. 52-67).

- 32 Telle que présentée par ses protagonistes, la question posée a été celle de savoir s'il convient de s'arrimer à l'agenda « post moderniste »⁴⁸ promu par les départements d'études africaines du Nord. D'autres explications sont possibles. Elles tiennent peut-être – pour des raisons financières – aux stratégies d'alliances menées avec certains centres ou instituts prônant une approche post-moderne des sciences sociales. Un autre facteur ne doit pas non plus être négligé : à savoir, la redéfinition de l'agenda de recherche africaniste dans les universités du Nord, autour de questions liées à la race, ou au genre. Les termes de cette *disputatio* apparaissent, à plus d'un titre, bien plus complexes. Ils soulèvent la question de l'utilité épistémologique d'importer ou d'adapter un certain nombre de concepts et théories nées pour la plupart en Amérique du Nord, sur le terrain africain. Sans doute un constructivisme de type stratégique aurait-il mérité d'être discuté à cette occasion (Boghossian, 2009). Une discussion sereine, à l'instar de celle déjà amorcée ailleurs par plusieurs universitaires se réclamant du postcolonialisme ou du marxisme, mériterait d'être entreprise (Sinha et Varma, 2017 ; Chibber, 2013). De fait, le thème de la décolonisation des savoirs abordé lors de la dernière assemblée générale recouvre différentes approches méthodologiques très différentes. Ce pluralisme traduit – du moins est-ce l'hypothèse que nous formulons à ce stade – le tiraillement, au sein du CODESRIA, entre les approches marxistes traditionnelles et les cadres de pensée post-moderne (études postcoloniales, *subaltern studies*, études de genre) qui ont émergé bien souvent en réaction au paradigme marxiste.

Rémanence d'une lecture en termes de dépendance et nouveaux défis institutionnels

- 33 Le prisme de la dépendance – compris ici comme la domination économique des pays du Nord sur le Sud (Anghie, 2005) – n'a, on l'aura compris, pas pour autant disparu quoique abondamment critiqué (Bose, 1990 ; Cooper *et al.*, 1993)⁴⁹. Abordée à nouveaux frais lors de la dernière assemblée générale, elle continue en effet d'apporter un démenti aux clichés simplistes selon lesquels le continent africain serait en voie de « décollage » économique. Tel est, en substance, ce qu'il convient de retenir de la leçon présentée par l'économiste Jomo Kwame Sundaram (Sundaram, 2008, 2015) dont les travaux peuvent être associés à un autre économiste important du CODESRIA disparu récemment, Sam Moyo (Moyo, 1995, 2013). Leurs travaux demeurent résolument

critiques à l'égard des prescriptions formulées par la Banque Mondiale et le Fonds monétaire international. Les forts taux de croissance que connaissent certaines aires géographiques du continent ne s'accompagnent pas d'une réduction sensible des inégalités. Les choses sont plus complexes, on s'en doute, et ce, en dépit des discours affirmés autour de « l'émergence économique ».

- 34 Certains indicateurs macroéconomiques tirés d'études de la Banque Mondiale elle-même indiquent un net recul du continent en ce qui concerne le solde de la balance commerciale, notamment dans les échanges entretenus avec la Chine. Le même constat vaut s'agissant des effets liés à la libéralisation des marchés agricoles dont la conséquence a été, pour les économies d'Afrique subsaharienne, d'accroître les problèmes liés à la sécurité alimentaire. S'y ajoute, à l'instar de plusieurs pays développés, un phénomène de désindustrialisation inquiétant pour des pays supposés en voie de développement. Plus inquiétante est la fuite systématique des capitaux vers ces mêmes pays développés. Cette fuite de capitaux, censée pourtant soutenir l'industrialisation, est malheureusement compensée par l'augmentation de la dette publique. Les investissements directs de capitaux opérés en Afrique subsaharienne ces dernières années ont principalement porté sur des secteurs ciblés, celui des minerais en l'occurrence. De tels investissements ne permettent pas de réduire de manière durable les inégalités économiques.
- 35 Deux panels réunissant plusieurs chercheurs du continent ont contribué à approfondir ce débat : le premier, consacré aux rapports entre mondialisation et économie extractive ; le second, consacré aux rapports entre mondialisation et commerce. En élargissant la perspective géographique, il est intéressant d'observer qu'une partie de l'Union européenne est elle aussi soumise désormais à la forme de libéralisme autoritaire (Heller, 1933)⁵⁰ qu'ont connue la majorité des pays africains dès les années 70 – autant de questions qui permettraient de compléter la discussion entamée par Jomo Kwame Sundaram⁵¹.
- 36 La mondialisation n'épargne pas non plus l'activité institutionnelle du CODESRIA. Les efforts entrepris par l'institution ne peuvent pallier le désengagement politique des États africains dans le domaine de la recherche et de l'enseignement supérieur depuis plusieurs années (Mkandawire et Soludo, 2003 ; Olukoshi et Zeleza, 2004 ; Assie-Lumumba, 2006 ; Cruz e Silva, 2010 ; Sall et Oanda, 2014). Une telle déliquescence du secteur public profite nécessairement aux acteurs privés qui ont tendance à privilégier les secteurs disciplinaires les plus rentables sur le marché du travail au détriment de la recherche fondamentale. Dépendante – sans doute plus qu'auparavant eu égard à la déliquescence des systèmes universitaires africains – des financements du Nord⁵², l'évolution institutionnelle du CODESRIA soulève une double question.
- 37 La première tient à la capacité à définir un agenda de recherche autonome sur l'Afrique ; la seconde question porte sur l'objectif parfois contradictoire de concilier expertise, influence politique et maintien d'une production soutenue en matière de recherche « fondamentale » à partir du Sud. Les défis contemporains traversés par l'institution sont, on s'en doute, immenses. L'ambition initiale de favoriser la création d'une communauté africaine dans le domaine des sciences sociales, contraste à vrai dire avec l'activité quotidienne de l'institution. Dans ce quotidien, le CODESRIA joue le rôle d'une agence d'appui à la recherche. L'institution propose principalement des financements – sous forme d'appels à projets – adressés aux diverses communautés universitaires installées sur le continent (Groupes nationaux de travail, réseaux de

recherche comparative, mentorat, etc.). En l'absence de données fiables, il reste difficile de connaître précisément la part consacrée aux recherches « fondamentales » et aux travaux réalisés en soutien d'expertises institutionnelles. Les tensions entre disciplines sont d'autant plus accrues dans un contexte de désengagement structurel des États. Le CODESRIA représente en effet pour un certain nombre de disciplines (humanités, sciences sociales), la seule source de financement susceptible de contribuer à développer une production scientifique dans le domaine de la recherche fondamentale, sans recourir à des financements d'expertise⁵³.

- 38 Quoi qu'il en soit, la mise en œuvre d'une communauté universitaire panafricaine homogène – condition primordiale d'une décolonisation des savoirs – où le CODESRIA constituerait un vecteur de circulation et d'échanges sur les savoirs produits en Afrique dans le domaine des sciences sociales reste encore à parfaire. Les barrières linguistiques et disciplinaires et le fait que le CODESRIA ne dispose d'aucune influence sur le recrutement et la carrière des chercheurs et enseignants-chercheurs sur le continent constituent autant d'obstacles qui obèrent durablement la création d'une communauté homogène de recherche panafricaine⁵⁴.
- 39 Il manque aussi une interrogation sérieuse sur ce que se réclamer du « panafricanisme » pourrait signifier de nos jours en référence aux savoirs sur l'Afrique.⁵⁵ Sur quelles bases redéfinir ce concept ? Le temps des années 1970 est désormais loin. Plusieurs générations de chercheurs nés à la fin des années 1970 et 1980 n'ont connu que les années de « plomb » des partis uniques et de la crise économique engendrées par l'application des programmes d'ajustement structurel. S'en sont suivis l'éphémère vague de démocratisation des années 1990 et son corollaire de corruption en tous genres, voire de retour aux systèmes autoritaires. Plus près de nous, la conversion d'anciens opposants ou formations politiques « progressistes »⁵⁶, transformés désormais en bourreaux ou s'étant convertis au « système » dominant une fois au pouvoir, constitue un modèle de figure politique de plus en plus prégnant.
- 40 Aussi, l'affirmation de Thabo Mbeki constatant, lors de la dernière assemblée générale, le recul des idées progressistes sur le continent, constitue-t-elle un euphémisme. L'urgence d'une analyse serrée des usages et (més) usages politiques, y compris au sein de l'université, des discours nationalistes et panafricanistes, mérite en ce sens d'être entreprise. Les valeurs liées à la démocratie libérale apparaissent de plus en plus menacées par la progression constante d'un « modèle » politique de stabilité, incarné par la Chine, dont le contrat social repose sur la croissance économique amputée des libertés politiques. Autant de questions qui, de notre point de vue, méritent d'être sérieusement abordées quand on sait qu'un mémorandum est en cours de signature avec l'académie des sciences sociales chinoises⁵⁷.

Conclusion : Décolonisation des savoirs, décoloniser quoi et comment ?

- 41 La « décolonisation » des savoirs est l'autre thème qui a occupé les travaux de la dernière assemblée générale du CODESRIA. Cette réflexion prend appui sur le constat d'une autre forme de domination, scientifique celle-là, dans la manière d'appréhender tous les champs de la connaissance. Plutôt que d'être producteurs de connaissances, les chercheurs africains seraient davantage « consommateurs » des thèses et schémas conceptuels du Nord – ce qui revient à négliger les productions intellectuelles du Sud.

Ce constat d'une dépendance intellectuelle des universités du Sud est revenu récemment sur la scène académique africaine, à la faveur des mouvements étudiants qui ont émergé dans plusieurs universités sud-africaines, tels #RhodesMustFall, #FeesMustFall and #PatriarchyMustFall, dans les prestigieuses universités de Stellenboch et du Cap (UCT) (Hendricks, 2018)⁵⁸. Le mouvement de protestation s'est étalé de 2015 à 2017. Plus qu'une dénonciation d'une dépendance intellectuelle, il était question d'une remise en cause radicale d'un modèle universitaire occidental (Kane, 2016). Dans le sillage des travaux de Ngũgĩ wa Thiong'o ou, plus récemment, du concept de « colonialité » (wa Thiong'o, 1986 ; Quijano, 2000), il s'agissait de mettre le doigt, en dépit de la fin de la domination coloniale, sur la continuité d'une domination psychologique.

- 42 Les revendications entendaient, dans un premier temps, contester la hausse des frais d'inscription à l'Université du Cap. Dans le même temps, un groupe d'étudiants a exigé le déboulonnement de la statue de Cecil John Rhodes. Par la suite, elles se sont focalisées sur la critique du fonctionnement néolibéral de ces mêmes universités, pour enfin remettre en question le contenu eurocentré du savoir qui y était enseigné, de même que la diversification du corps professoral qui n'avait jamais véritablement été remise en cause depuis la fin de l'apartheid. La « décolonisation » des savoirs s'est alors imposée tout à la fois comme un slogan de lutte, et une contestation symbolique et intellectuelle de l'*épistémè* du Nord (Alvarezs, Faruqui, 2012 ; Heleta, 2016 ; Mbembe, 2016 ; Nyamjoh, 2016 ; Booysen, 2017 ; Jansen, 2019). L'interprétation du thème de la « décolonisation » des savoirs ne fait pas l'unanimité, on s'en doute. Ce slogan a agrégé autour de lui différentes formes de revendications. Il est impossible ici de retracer l'exhaustivité des débats. Les sources intellectuelles dans lesquelles a puisé le mouvement à l'origine de la revendication d'une décolonisation des universités sont, elles aussi, multiples. Elles vont de la « renaissance africaine », à la négritude en passant par le panafricanisme, le mouvement de la « conscience noire » (initié en Afrique du Sud par S. Biko) ou d'« afrocentrité » développée par Molefi Kete Asante (Asante, 1990, 1996 ; Biko, 2002).
- 43 Dans le sillage de ce mouvement, la dernière assemblée générale du CODESRIA a consacré une place importante à la « décolonisation » des savoirs⁵⁹. Ont été abordés lors de la dernière assemblée générale la critique du tournant managérial des universités contemporaines, les savoirs endogènes ou encore l'inégalité de la production Nord/Sud en sciences sociales. Au risque d'être schématique, le thème de la « décolonisation » du savoir semble avoir opposé une pensée « radicale » fondée sur une ontologie de combat, à une pensée qui, plutôt que de faire table rase, tente de réinvestir les sciences sociales modernes en mettant l'accent sur « l'oubli » des spécificités du Sud. Autant de thématiques qui, au regard de l'histoire du CODESRIA, apparaissent au fond très classiques quoique toujours pertinentes. En d'autres termes, la « décolonisation » des savoirs apparaît, pour qui s'intéresse aux travaux produits depuis près de cinquante ans par le CODESRIA, un thème largement remâché. Il serait même possible d'affirmer sans exagérer que ce thème apparaît consubstantiel à l'histoire de l'institution. Et il apparaît quelque peu décevant qu'un regard critique rétrospectif n'ait pas permis d'enrichir la discussion lors de la dernière assemblée générale.
- 44 Il faut donc essayer d'aller au-delà du slogan sur la « décolonisation des savoirs ». Les manifestations qui ont eu lieu dans les universités sud-africaines ont remis au goût du jour la question de l'université comme lieu d'articulation de savoirs cloisonnés, mais

aussi l'idée même de l'université « africaine » et sa gestion managériale. Créé dans le but de soutenir le développement économique des jeunes États africains, le rôle de l'université et des universitaires n'a jamais été véritablement interrogé en dehors de cette matrice de pensée utilitaire (Mamdani, 2008). La revendication d'une université décolonisée n'est, de ce point de vue, pas récente (Arowosegbe, 2019). Elle s'exprime simplement sous de nouvelles formes – et dans l'un des derniers pays d'Afrique à avoir été décolonisé – alors même qu'elle fut abordée dès les indépendances.

- 45 Ce qui en revanche apparaît relativement nouveau et largement consensuel, c'est bien la critique adressée à l'encontre d'une gestion managériale des universités africaines. Force est de reconnaître que, dans ce débat mondial, le CODESRIA est resté à la marge des attentes exprimées en ce qu'il n'a pas été en mesure de formuler un projet intellectuel universitaire panafricain satisfaisant – satisfaisant au sens où il s'agirait de penser un modèle alternatif d'institution libéré d'une logique exclusive de rentabilité, ouvert aux acteurs de la société civile et capable de formuler des savoirs dans les principales langues africaines. Ici, il convient de bien dissocier la critique récurrente adressée aux effets des différents programmes d'ajustement structurel sur l'enseignement supérieur, de la diffusion et l'appropriation de ces mêmes pratiques néo-managériales, y compris dans le fonctionnement quotidien du CODESRIA... Formulé autrement, comment est-il possible de tenir un discours valable sur une « décolonisation » des savoirs sans une réflexivité collective prenant conscience de la prégnance du modèle managérial dénoncé par le CODESRIA (Hibou, 2012) ⁶⁰ ?
- 46 Sans doute, le thème de la liberté académique, thème historique s'il en est de l'institution, aurait-il permis de repenser différemment une « décolonisation » des savoirs à partir d'une réflexion autour d'un projet de transformation radicale du CODESRIA et de son mode de fonctionnement. Claude Ake, ancien membre éminent de l'institution, exprimait, il y a plusieurs années, la crainte que l'institution ne se réduise à une structure exclusivement technocratique, éloignée des préoccupations et difficultés quotidiennes des chercheurs en sciences sociales (Ake, 1988)⁶¹. Aller au-delà du slogan « *decolonising university* » suppose une véritable entreprise de recherche et de réflexion collective menée sur le long terme (Vandeyar, 2019). À cet égard, maints débats ont déjà été entamés en dehors du CODESRIA. Un récent article de Nyamnjoh propose par exemple de repenser l'université africaine à partir d'une ontologie qu'il qualifie de « conviviale », tirée de l'œuvre de l'écrivain Amos Tutola (Nyamnjoh, 2019).
- 47 Qu'entendre par université « africaine » et comment en repenser les fondements (Tandon, 1982)⁶² ? Quel type d'étudiants doit-elle former ? Comment faire face à la massification attendue pour les prochaines décennies ?⁶³ Comment établir des ponts fructueux entre les intellectuels de la diaspora et du continent ? Peut-on envisager une « décolonisation » des savoirs de la même manière en Afrique du Sud, en Afrique subsaharienne ou au Maghreb ? Il conviendrait d'identifier à partir de ces spécificités une éventuelle stratégie globale de « décolonisation » des savoirs à l'échelle du continent. À l'heure actuelle, il semble encore difficile de se faire une idée de la proportion des chercheurs africains spécialistes du continent qui résident dans les universités du Nord. Quelques études récentes s'y penchent cependant⁶⁴. Force est de reconnaître que plusieurs chercheurs rattachés au CODESRIA travaillent et financent leurs recherches dans ces mêmes universités du Nord⁶⁵.
- 48 Cette question a déjà été abordée par d'autres : on pense aux travaux de P. T. Zeleza sur la nécessité d'une cartographie des productions scientifiques sur l'Afrique, mais aussi

des trajectoires et circulations de pensée qui s'opèrent au sein des africanistes (universitaires restés sur le continent, universitaires de la diaspora, universitaires occidentaux travaillant sur le continent). Autant de questions qui apparaissent cruciales si l'on souhaite établir un diagnostic lucide et une stratégie crédible autour d'une éventuelle « décolonisation » des savoirs. Une telle stratégie devrait débiter par une analyse serrée des modes de fonctionnement du CODESRIA qui gagneraient à être plus inclusifs et plus collégiaux⁶⁶.

- 49 On peut regretter également que le débat sur la « décolonisation » des savoirs n'ait pas été l'occasion de dresser un bilan sur les réformes néo-managériales actuelles aboutissant à faire du CODESRIA un espace de luttes – non plus collectives, mais individuelles – en vue d'obtenir des fonds pour soutenir des recherches en sciences sociales et humanités. Pas davantage il ne fut question, lors de la dernière assemblée générale, d'établir des frontières entre les domaines de l'expertise et de la recherche fondamentale. Ce point constitue un autre débat crucial dans nombre d'universités africaines. Si, depuis les indépendances, les frontières entre le pouvoir et l'autonomie universitaire se sont déplacées au profit du premier, il convient d'en examiner les causes. Le brouillage entre expertise et recherche dans le quotidien des publications mérite, ce faisant, d'être interrogé. Il y a tout lieu de penser que ce que l'on qualifie généralement de « recherche » dans plusieurs universités africaines est encore lié à des prestations d'expertises.
- 50 L'affirmation pourrait paraître banale. Elle permettrait pourtant de se faire une idée du quotidien des pratiques de recherche et, partant, de montrer de quelle manière ce quotidien participe à banaliser la marchandisation du savoir. Le constat, au fond, est à peine étonnant, quand on connaît les faibles dotations attribuées à la recherche fondamentale dans plusieurs départements⁶⁷. Retracer finement le mélange des genres entre expertise et recherche, permettrait sans doute de mieux renseigner empiriquement l'état actuel de la « décolonisation » des savoirs. Mettre le doigt sur ce point n'implique nullement de procéder à une forme de « chasse aux sorcières » improductive. Il conviendrait plutôt, en procédant à une analyse du fonctionnement de plusieurs disciplines, de montrer comment se met en œuvre une dépendance progressive du champ universitaire à l'égard du pouvoir politique, des ONG ou autres institutions internationales. Cette dépendance se donne déjà à voir dès 1972 à Accra, lorsque l'association des universités africaines a estimé que le rôle des universités devait principalement accompagner le développement économique des jeunes États. Toute discussion sur l'autonomie des universitaires fut délaissée, considérée comme trop abstraite.
- 51 Aucun bilan de la déclaration de Dar es Salaam appelant au respect des libertés académiques n'a d'ailleurs été entrepris (Shivji, 1994). Pourtant, le contexte politique est, en dehors de quelques États, loin d'être apaisé sur la question (Jua & Nyamjoh, 2002). Il est d'autant plus étonnant à ce titre que rien ou presque n'ait été dit sur l'état insurrectionnel qui sévit dans les régions anglophones du Cameroun et qui affecte le fonctionnement respectif des universités situées dans ces zones. De quelle manière parvenir à décoloniser les universités dans des contextes où le financement de l'enseignement supérieur demeure massivement le parent pauvre de l'effort budgétaire de la plupart des pays du continent ? Un préalable à la « décolonisation » des universités ne supposerait-il pas d'examiner aussi avec soin les syllabus et plan de cours utilisés quotidiennement par les collègues ?

- 52 Aussi, l'analyse des citations entre universitaires du Sud ne peut-elle être ignorée dans ce débat sur la décolonisation des savoirs. Jusqu'à présent, le CODESRIA s'en est tenu à l'appui aux universités africaines en matière de recherche. Avec un personnel administratif composé d'une cinquantaine de personnes, il est difficile de faire autrement. Convierait-il de développer une stratégie sensiblement différente par la création, à l'échelle du continent, d'une formation doctorale multilingue, panafricaine en sciences sociales ? À côté de cela, il faudrait sans doute encourager, au-delà d'une approche uniquement afro-centrée, les travaux qui, à partir de l'Afrique, tentent de penser le monde. De la même manière qu'il existe des départements d'études africaines dans les universités du Nord, il importe de prêter attention à approches novatrices en relations et sociologie politique de l'international qui proposent un regard neuf sur l'Union européenne, le Japon ou l'Amérique du Nord.
- 53 Par-delà les effets de mode et les slogans, la thématique de la « décolonisation » des savoirs pourrait constituer le ferment d'une autocritique collective sur la politique menée par le CODESRIA ces dernières années. Prêtons attention, à titre d'illustration, à la politique éditoriale qui demeure le poumon de l'institution. Une rapide recherche tend à montrer qu'à partir des années 1990, plusieurs supports éditoriaux africains cessent de publier⁶⁸. Si l'on veut parvenir à inverser le poids des travaux du Nord dans les universités du Sud, peut-être faudrait-il commencer par interroger la possibilité d'une diffusion plus large des publications actuelles du CODESRIA. En quarante-cinq années d'existence, l'institution a énormément publié. Or maintes publications n'ont aucun écho dans les bibliothèques du Nord, et ce, en dépit de leur qualité – il n'est pas sûr non plus qu'elles aient un grand écho dans le Sud. Certes, le CODESRIA s'est engagé depuis peu dans une politique systématique d'*open access*. Mais en dépit de ces efforts, de nombreux écrits majeurs demeurent encore inaccessibles, voire totalement inconnus d'universités du Nord.
- 54 Comment évoquer sérieusement une « décolonisation » des savoirs alors même que plusieurs publications récentes d'intellectuels du continent sont encore prises en charge par des maisons d'édition du Nord (*African Studies Review*, *History in Africa*, *Cahiers d'études africaines*, etc.) ? De telles conditions nécessitent de procéder à une sociologie de la production intellectuelle africaine, attentive aux difficultés que rencontre sa diffusion et aux possibilités d'y remédier. En définitive, le chantier de la « décolonisation » nécessiterait peut-être d'aller au-delà de débats idéologiques convenus sur la question : les chantiers d'ordre empirique et pratique sont à cet égard fondamentaux. Il revient au CODESRIA, fidèle au rôle d'espace collectif avant-gardiste qu'il a toujours revendiqué, de proposer une stratégie renouvelée pour enfin parvenir à mettre en œuvre ce processus de décolonisation tant proclamé. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de dire par là que rien n'a été fait en quarante années d'existence. Simplement, il importe d'inciter et de rassembler le plus largement possible la communauté des chercheurs africains et africanistes autour d'une réflexivité critique et prospective sur la mise en œuvre d'un processus par étapes successives de « décolonisation » des savoirs.

BIBLIOGRAPHIE

- Abdullah I. (dir.) (2004). *Between Democracy and Terror. The Sierra Leone Civil War*. Dakar: CODESRIA.
- Adler E., Haas P. (1992). Conclusion: Epistemic Communities, World Order and the Creation of a Reflective Research Program. *International Organization*, 46(1), 367-390.
- Ake C. (2000). *The Feasibility of Democracy in Africa*. Dakar: CODESRIA, 2000.
- Ake C. (1988). *CODESRIA Bulletin*, (4), 5-6.
- Ake C. (1985). The Future of the State in Africa. *International Political Science Review*, 6(1), 105-114.
- Ake C. (1982). *Social Sciences as Imperialism*. Ibadan: Ibadan University Press, 2nd ed.
- Ake C. (1978). *Revolutionary Pressures in Africa*. London: Zed Press.
- Alvares C., Faruqui S. (2012). *Decolonizing the University: The Emerging Quest for Non-Eurocentric Paradigm*. Pulau: Penerbit University Sains Malaysia.
- Amin S. (2008). *L'éveil du Sud. L'ère de Bandoung : 1955-1980 : panorama politique et personnel de l'époque*. Paris : Le temps des cerises.
- Amin S. (1986). *La déconnexion : pour sortir du système économique global*. Paris : La Découverte.
- Amin S., Atta-Mills C., Bujra A., Hamid G., Mkandawire T. (1978). Social Sciences and Development Crisis in Africa Problems and Prospects: A CODESRIA Working Paper. *Africa Development/Afrique et Développement*, 3, 23-45.
- Amin S. (1973). *Le développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*. Paris : éd. de Minuit.
- Amin S. (1972). Underdevelopment and Dependence in Black Africa: Origins and Contemporary Forms. *Journal of Modern African Studies*, 10(4), 503-524.
- Amin S. (1965). *Trois expériences africaines de développement, Mali, Guinée, Ghana*. Paris : Presses Universitaires de France, 1965, coll. « Études Tiers-monde ».
- Amselle J-L. (2011). *L'occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*. Paris : Fayard, coll. « Pluriel ».
- Amselle J-L. (1983). La politique africaine de la Banque Mondiale en Afrique au Sud du Sahara. *Politique Africaine*, (10), 113-118.
- Anghie A. (2005). *Imperialism, Sovereignty and the Making of International Law*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Anyang 'Nyong'o P. (1992). Africa: The Failure of One-Party Rule ». *Journal of Democracy*, 3(1), 90-96.
- Anyang 'Nyong'o P. (1992). Democratization process in Africa. *Review of African Political Economy*, (jul.), 87-102.
- Anyang' Nyong'o P. (1988). *Afrique, la longue marche vers la démocratie : États autoritaires et résistances populaires, sept études*. Paris : Publisud, (trad. Y. Benot).
- Appiah K. A. (1993). *In My Father's House. African Philosophy of Culture*. Oxford: Oxford University Press.

- Arowosegbe J. (2019). *Claude Ake: The Making of an Organic Intellectual*. African Book Collective, coll. "African Humanities Series".
- Asante M. (1990). *African Pyramids of Knowledge: Kenet, Afrocentricity and Africology*. Trenton: Africa World Press.
- Asante M., Abarry A. (eds.) (1996). *African Intellectual Heritage*. Philadelphia: Temple University Press.
- Assie-Lumumba N. (2006). *Higher Education in Africa: The Crisis, Reforms and Transformation*. Dakar: 2006, CODESRIA.
- Bancel N., Blanchar P., Vergès F. (2003). *La République coloniale. Essai sur une utopie*. Paris : Albin Michel.
- Barro A. (2010). Coopération scientifique et débat sur les « sciences sociales africaines » au CODESRIA, *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, (9), 53-72.
- Barry B. (2018). Pour Samir Amin, *CODESRIA Bulletin* (3&4), 12.
- Barry B. (1972). *Le Royaume du Waloo : le Sénégal avant la conquête*. Paris : éd. de Minuit, (préface S. Amin).
- Bathily A. (1992). *Mai 68 à Dakar ou la révolte universitaire et la démocratie*. Paris : Chaka.
- Bayle P. A. (2015). Connecting "Souths". The Construction of Academic Networks between Latin America and Africa ». *Iconos. Revista de Ciencias Sociales*, 19(53), 153-170.
- Bénot Y. (1975). *Indépendances africaines. Idéologies et réalité*. Paris : Maspero, (2 volumes).
- Bénot Y. (1969). *Idéologies et indépendances africaines*. Paris : Maspero.
- Berg E. (1981). *Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara. Programme incitatif d'action*. Washington D.C.: Banque Mondiale.
- Biko S. (2002). *I Write what I Like: Selected Writings*. Johannesburg: Picador Africa.
- Blum F. (2012). Sénégal 1968 : Révolte étudiante et grève générale. *Revue d'histoire Moderne & Contemporaine*, (59), 144-177.
- Boghossian P. (2009). *La peur du savoir : sur le relativisme et le constructivisme en sciences sociales*. Agone, coll. « Banc d'essais ».
- Booyesen S. (ed.). (2017). *Fees Must Fall: Student Revolt, Decolonization and Governance in South Africa*. Johannesburg: Wits University Press.
- Bose S. (ed.). (1990). *South Asia and World Capitalism*. Delhi: Oxford University Press.
- Brisson T. (2018). *Décentrer l'occident. Les intellectuels postcoloniaux chinois, arabes, et indiens, et la critique de la modernité*. Paris : La Découverte.
- Bujra A. (1978). Éditorial. *Africa Development/Afrique et Développement*, 3(4), 5-21.
- Chen K.-H., Yoshihiko I. (2016). CODESRIA as a pan-African intellectual Community: an Interview with Professor Sam Moyo. *Inter-Asia Cultural Studies*, 17, 106-127.
- Chibber V. (2013). *Postcolonial Theory and the Specter of Capital*. Verso.
- Cissé C. (2018). *Le CAMES 1968-2018. Un demi-siècle au service de l'enseignement supérieur et de la recherche en Afrique*. ESBC (éditions au service du bien commun).
- Collier A-C. (2018). *Le moment français du postcolonial. Pour une sociologie historique d'un débat intellectuel*, Thèse, Paris Nanterre.

- Cooper F, Isaacman A, Mallon F, Roseberry W, Stern S. (1993). *Confronting Historical Paradigms. Peasants, Labor, and the Capitalist World System in Africa and Latin America*. Madison: University of Wisconsin Press.
- Cruz e Silva T. (2010). *Public and Private Domains and Social Role of Universities in Africa*. Dakar: CODESRIA Series n° 5.
- Dike K. (1956). *Trade and Politics in the Niger Delta 1830-1885*. Oxford: Clarendon Press.
- Diouf M. (dir.) 1999. *L'historiographie indienne en débat : colonialisme, nationalisme et société postcoloniales*. Paris : Karthala/Amsterdam/Sephis.
- Ekeh P. (1975). Colonialism and the Two Publics in Africa: A Theoretical Statement. *Comparative Studies in Society and History*, (1), 91-112.
- Elias N. (1993) *Qu'est-ce que la sociologie ?* Paris : coll. « Pocket Agora ».
- Falola T. (2001). *Nationalism and African Intellectual*. Rochester: Rochester University Press, 2001.
- Foray C. P. (1979). *An Outline of Fourah Bay College History (1827-1977)*. Freetown: Foray.
- Gadir A. (1994). Sagesse des donateurs contre sottise africaine : quelle liberté académique et quelle probité morale. Dans, M. Diouf, M. Mamdani (dir.), *Liberté académique en Afrique*. Dakar : CODESRIA, 125-134.
- Gaillard J., R. Waast (dir.) 2000, *La science en Afrique à l'aube du XXI^e siècle*. Paris : Commission européenne DG XII.
- Gouzou J., Pain A., Sesabo J., Webber S. (2018). *Evaluation of CODESRIA's Program Cycle. Forty years of Social Research and Knowledge Production: Consolidating Achievements, and Reaching New Frontiers 2012-2016*, SIDA, Final Report.
- Gueye O. (2018). Mai 1968 au Sénégal. Dakar dans le mouvement social étudiant. *Socio*, 10, 121-136.
- Guèye A. (2018). L'engagement des universitaires africains expatriés dans l'enseignement supérieur en Afrique. *Revue d'anthropologie des connaissances*, 12(4), 553-579.
- Hall S. (2013). *Identités et cultures II. Politiques des différences*. Ed. Amsterdam.
- Heleta S. (2016). Decolonization of Higher Education: Dismantling Epistemic Violence and Eurocentrism in South Africa. *Transformation in Higher Education*, 1, 1-8.
- Heller H. (1933). Autoritärer Liberalismus. *Die Neue Rundschau*, (44), 289-298.
- Hendricks C. (2018). Decolonizing Universities in South Africa: Rigged Spaces?. *International Journal of African Renaissance Studies*, 13(1), 16-38.
- Hendricks F. (2008). The Mafeje Affair: The University of Cape Town and Apartheid. *Africa Studies*, 67(3), 423-451.
- Henrique Cardoso F., Gonzales Casanova P., Marini R., et. al. (2018). *CODESRIA Bulletin*, (3&4) (spécial issue: *A Baobab has Fallen, Samir Amin*), 64-65.
- Hibou B. (2012). *La bureaucratisation du monde à l'ère néolibérale*. Paris : La Découverte, coll. « Cahiers libres ».
- Hoffmann N. (2017). *The knowledge commons, pan-Africanism, and epistemic inequality: A study of CODESRIA*. Doctoral dissertation, Rhodes: Rhodes University, chap. 4.
- Hountondji P. (1977). *Sur la philosophie africaine : critique de l'ethnophilosophie*. Paris : Maspero, coll. « Textes à l'appui ».

- Hountondji P. (1994). *Les savoirs endogènes : piste pour une recherche*. Dakar : NENA/CODESRIA.
- Hountondji P. (dir.) (2007). *La rationalité, Une ou Plurielle ?* Dakar : CODESRIA.
- Iman A. (1990). Gender Analysis and African Social Sciences in 1990. *Africa Development/Afrique et Développement*, 15(3-4).
- Iman A., Sow F. (1997). *Engendering African Social Sciences*. Dakar: CODESRIA.
- Jansen D. (ed.) (2019). *Decolonization in Universities. The Politics of Knowledge*. Johannesburg: Wits University Press.
- Jeanpierre L. (2010). Les structures d'une pensée d'exilé. La formation du structuralisme de Claude Levi-Strauss, *French Politics, Culture & Society*, 28(1), 58-76.
- Jua N., Nyamjoh F. (2002). Scholarship Production in Cameroon: Interrogating a Recession, *African Studies Review*, 45(2), 49-71.
- Kane O. (2016). *Beyond Timbuktu: An Intellectual History of Muslim West Africa*. Harvard: Harvard University Press.
- Kennedy D. (2013). Law and Political Economy of the World. *Leiden Journal of International Law*, 26, 7-48.
- Koumadian D. (1984). *Guinée 61. L'école de la dictature*. Paris : Nubia.
- Latour B. (1987). *La science en action*. Paris : Gallimard, coll. « Folio Essais ».
- Lazarus N. (2006). *Penser le postcolonial. Une introduction critique*. Éditions Amsterdam.
- Mama A. (2002). *Beyond the Mask. Race, Gender and Subjectivity*. London: Routledge.
- Mamdani M. (2018). The Africa University. *London Review of Books*, 40(14), 29-32.
- Mamdani M. (2008). Higher Education, the State and the Marketplace. *Journal of Higher Education in Africa*, 6(1), 1-10.
- Manière L. (2012). Les conférences franco-africaines des ministres de l'éducation nationale et le développement d'un « enseignement de type français » au lendemain des indépendances. In C. Labruno-Badiane, P. Bianchini, et. al. (dir.) *L'école en situation postcoloniale, Cahiers Afrique* (27). Paris : L'Harmattan, 81-99.
- Mazrui A. (1994). L'impact des changements mondiaux sur les libertés académiques en Afrique : une évaluation préliminaire. In M. Diouf, M. Mamdani (dir.), *Liberté académique en Afrique*. Dakar : CODESRIA, 135-140.
- Mbembe A. (2000). À propos des écritures africaines de soi. *Politique Africaine*, (77), 16-43.
- Mbembe A. (2016). « Decolonizing the University: New Directions ». *Arts & Humanities in Higher Education*, 15(1), 29-45.
- Mbembe A. (2000). *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Karthala, 2^e ed., coll. « Les Afriques ».
- Mbembe A. (1993). Message de solidarité. *Bulletin du CODESRIA*, (4), 5.
- Mills C. W. (2003). *From Class to Race: Essays in White Marxism and Black Radicalism*. Rowman & Littlefield Publishers, coll. "New Critical Theory".
- Mkandawire T, Olukoshi A. (eds.) (1995). *Between Liberalization and Oppression: The Politics of Structural Adjustment in Africa*. Dakar: CODESRIA.

- Mkandawire T., (eds.) (2005). *African intellectuals: rethinking politics, language, gender, and development*. London: Zed Books/Codesria, coll. "Africa in the New Millenium".
- Mkandawire T, Soludo C. (2003). *African Voices on Structural Adjustment: A Companion to our Continent, our Future*. Dakar: CODESRIA.
- Mourre M. (2019). Le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA), ou la volonté de savoir en Afrique pour l'Afrique. Naissance et évolution d'une institution panafricaine, *Histoire de la recherche contemporaine*, Tome VIII-n°2, 189-199.
- Mudimbe V-Y. (1988). *The Invention of Africa: Gnosis, Philosophy and the order of Knowledge*. Indiana University Press.
- Nyamnjoh F. (2019). Decolonizing the University in Africa », *History and Politics, World Politics*, <https://oxfordre.com/politics/politics/view/10.1093/> (consulté le 5 octobre 2019).
- Olukoshi A, Zeleza P.T. (2004). *African Universities in the Twenty First Century*, vol 1. *Liberalization and Internationalization*. Dakar: CODESRIA.
- Paracka D. (2003). *The Athens of West Africa: A history of International Education at Fourah Bay College, Freetown Sierra Leone*. New York: Routledge.
- Quijano A.(2000). Colonialidad del poder eurocentrismo y América Latina. In Lander, E. (comp.), *La colonialidad del saber: eurocentrismo y ciencias sociales*. Buenos Aires: CLACSO-UNESCO, 201-246.
- Rodney W. (2018). *How Europe Underdeveloped Africa*. (réed), Verso.
- Sall E, Oanda I. (2014). Revitalizing Higher Education for Africa's Future. *Journal of Higher Education in Africa*, 12(2), 95-107.
- Shivji I. (1994). La jurisprudence de la déclaration de Dar es Salaam sur la liberté académique. In M. Diouf, M. Mamdani (dir.), *Liberté académique en Afrique*. Dakar : CODESRIA, 330-339.
- Singaravélou P. (2009). L'enseignement supérieur colonial. Un état des lieux. *Histoire de l'éducation*, (122), 71-92.
- Sinha S., Varma R. (2017). Marxism and Postcolonial Theory: What's left of the Debate. *Critical Sociology*, 43(4-5), 545-588.
- Smouts M-C. (2007). *La situation postcoloniale*. Paris : Presses de Sciences Po, (préface G. Balandier).
- Sundaram J. K. (2008). *Economic Liberalization and Development in Africa*. Dakar: CODESRIA.
- Sundaram J. K. (2015). Out of Africa: Aid versus Capital Flight. In E. Sall (ed.), *Africa and Challenges of the Twenty-first Century*, Dakar, CODESRIA, 47-57.
- Tahver L., Thaver B. (2018). La présence de chercheurs post coloniaux dans les universités sud-africaines. Potentiel épistémique et possibilités, *Revue d'anthropologie des connaissances*, 12(4), 603-627.
- Tandon Y (ed). (1982). *The Debate. University of Dar es Salaam debate on class, state & imperialism*. Dar es Salaam: Tanzania Publishing House.
- Thiong'o N. W. (1986). *Decolonizing the Mind: The Politics of Language in African Literature*. Portsmouth: Heinemann Educational Books.
- Vandeyar S. (2019). Why decolonizing the South Africa University curriculum will fail. *Teaching in Higher Education*, 1-14.

Wamba dia Wamba E. (1984). *History of neo-colonialism or neo-colonialist history? Self-determination and history in Africa*. Trenton: N. J Africa Research & Publications Project 1984-1985, coll. "Working Paper" n° 5.

West R. (1965). Conference on Economic Research in Africa. *The Journal of Modern African Studies*, 3(1), 121-123.

Zezeza P.T. (1993). *A Modern Economic History of Africa: The Nineteenth Century*. Dakar: CODESRIA.

Zezeza P.T. (2003). *Manufacturing African Studies Crises*. Dakar: CODESRIA.

NOTES

1. Différents programmes ont été mis en œuvre, couvrant le financement de thèses, l'incitation à l'échange académique entre universitaires du Sud ou universitaires de la diaspora et du Sud, etc. Un aperçu général peut être consulté sur ce lien : <https://www.codesria.org/spip.php?rubrique223&lang=en> (consulté le 25 mars 2020)
2. Sur la période coloniale on renvoi aux pistes de recherche suggérées par Pierre Singaravélou (2009).
3. Sur la spécificité et l'attraction du paysage universitaire sud-africain et les circulations universitaires qu'elle engendre en Afrique : (Tahver et Thaver, 2018).
4. Il faudrait à notre sens comprendre cet adjectif de façon large et non limité au simple espace géographique du continent.
5. La conférence s'est tenue du 17 au 21 décembre 2018. Pas moins de 150 travaux y ont été présentés. Plus de deux cent chercheurs, enseignants-chercheurs, et intellectuels y étaient représentés. La conférence comportait 30 sessions parallèles et 11 sessions plénières.
6. Il ne s'agit pas ici de remettre sur le métier la distinction stérile : acteurs/individus, mais simplement d'insister sur le CODESRIA comme un système de configuration, c'est-à-dire permettant l'interaction de plusieurs individus pour reprendre les termes de la sociologie de Norbert Elias (Elias, 1993).
7. Au sens large, il faut comprendre ici une volonté commune pour les chercheurs liés au CODESRIA, de contribuer à une production du savoir alternative à celle du savoir occidental en sciences humaines et sociales, considéré comme dominant, voire hégémonique. Naturellement, des divergences épistémologiques et méthodologiques existent (et elles se sont d'ailleurs exprimées lors de la dernière Assemblée générale), sur les possibilités de construction d'un tel savoir alternatif, davantage adapté aux réalités du continent.
8. On pense ici au CEAO (Centro de Estudios Afro-Oriental) situé au Brésil et au CSSSC (Center for Studies in Social Science) en Inde.
9. Ce qui ne veut pas dire que cette étude ne se réfère à aucun travail développé sur le CODESRIA.
10. Certains États, dont le Sénégal, apportent toutefois une contribution financière.
11. A titre de comparaison pour l'Union européenne, la DG Recherche et innovation de l'Union européenne comprend plus d'une centaine d'agents pour un budget annuel largement supérieur à celui du CODESRIA, ce budget, il n'est pas facile de s'en faire une idée précise, tant les données en la matière ne sont pas faciles à obtenir. Il faut se tourner dès lors vers le rapport d'évaluation des activités du CODESRIA proposé par l'un de ses bailleurs le SIDCA, (Swedish International Development Cooperation Agency) couvrant les périodes de 2012 à 2016 pour arriver à une estimation approximative d'un budget de fonctionnement annuel avoisinant les 5 millions de dollars (Gouzou, Pain, Sesabo, *et al.*, 2018, p. 55) ; à titre de comparaison, le Programme de la Commission européenne intitulé « Horizon 2020 » est financé à hauteur de 79 milliards d'euros.

12. L'Assemblée générale est composée de membres individuels et institutionnels (universités, centres de recherche, ONG) provenant des principales aires géographiques du continent : Afrique centrale, Afrique de l'ouest, Afrique australe, Afrique du Sud et Afrique du Nord. L'article 7 de la Charte constitutive réserve la qualité de membre aux universitaires africains, soit en poste en sur le continent ou dans la diaspora, soit travaillant pour des organisations non gouvernementales, soit en cours d'études supérieures. Dans la pratique, la question du statut des membres (y compris la régularité des cotisations) constitue un serpent de mer. Quoique n'étant pas précisé explicitement dans la charte, la qualité de membre ne s'acquiert qu'après avoir assisté à deux assemblées générales au moins. Être à jour de ses cotisations constitue la seconde condition permettant de satisfaire la qualité de membre. Rares sont les universitaires africains qui satisfont ces deux conditions, ce qui réduit considérablement la proportion des votants.

13. Entendu ici comme une forme de résistance intellectuelle, dans le sillage de la conférence de Bandung, à certaines grilles d'interprétation d'universitaires du Nord vis-à-vis de faits sociaux rencontrés dans le Sud. L'exemple le plus classique étant celui de l'interprétation, dans les années 1970, du sous-développement à partir d'un modèle "évolutionniste" qui sera critiqué par Samir Amin et d'autres à sa suite. Voir (Amin, 2008).

14. UGEAO (Union Générale des étudiants d'Afrique occidentale), UDES (Union des étudiants sénégalais) et UED (Union des étudiants de Dakar). Daouda Sow, président de l'UGEAO affirme en ce sens, lors de l'inauguration de l'Université de Dakar en 1959 : « *L'Université de Dakar se doit de porter, selon nous, un cachet typiquement africain. On y doit sentir battre le cœur de l'Afrique d'hier et de demain. Vous comprenez alors que notre souhait demeure de voir cette université devenir un foyer de chercheurs à vocation africaine, mais au service de l'Universel et de la vérité* » (Cissé, 2018, pp. 14).

15. Voir (Blum, 1968) et (Bathily, 1992).

16. Accords signés respectivement en juillet 1960 avec Madagascar, en avril 1961 avec les anciens États de l'AOF et en décembre 1961 avec les anciens États de l'Afrique Équatoriale Française.

17. Balkanisation au sens où on fait l'hypothèse que la plupart des universités du continent ne se sont pas émancipées de la prégnance des différents modèles institutionnels des anciennes métropoles coloniales.

18. Le sujet en soi mériterait de plus amples développements, notamment sur la manière dont se sont instaurés des liens de dépendance durable avec l'ancienne métropole, au détriment d'un espace intellectuel panafricain.

19. L'africanisation des cadres désignant simplement le remplacement progressif des assistants et professeurs originaires de la métropole par leurs homologues africains.

20. S. Amin relate rapidement dans ses mémoires les difficultés du gouvernement malien liées à la mise en place d'une université adaptée aux besoins de Mali de l'époque : (Amin, 2008, pp. 98-99).

21. Le compte rendu succinct proposé par R. L. West, permet de se faire une idée des institutions présentes : (West, 1965).

22. Adebola Onitiri et Samir Amin rédigent de concert la Charte constitutive du CODESRIA en s'inspirant du CLACSO (Conseil latino-américain pour les sciences sociales). L'histoire apparaît ici encore floue dans la mesure où la rupture entre Onitiri et Amin n'est pas totalement éclaircie. Tout au plus, est-il possible d'affirmer que la nature des différends entre Onitiri et Amin tenait aussi à des visions opposées sur l'objectif du CODESRIA.

23. La Tanzanie constitue alors un des rares foyers national de résistance intellectuelle.

24. Il convient d'être encore plus précis en affirmant que le CODESRIA émerge alors même que le groupe des États africains dit de "Casablanca" assumant un progressisme radical (Maroc, Algérie, Égypte, Ghana, Guinée, Mali) est traversé soit par des courants autoritaires, soit fait face à des luttes pour le contrôle du pouvoir.

25. On souligne simplement ici les liens économiques étroits qui existent entre les anciennes colonies et les métropoles.

26. Le processus politique et administratif qui a conduit à la mise en place de l'institution à Dakar mérite encore d'être éclairé. Il serait naïf de croire qu'il résulte de l'unique volonté de Samir Amin, Adebola Onitiri et Abdallah Bujra. L'action d'autres acteurs universitaires et politiques de l'ombre n'est toujours pas connue.

27. Économiste lui aussi, de nationalité nigériane, il a été au cœur de la création de plusieurs institutions à vocation fédérative : la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) par exemple, mais aussi l'accompagnement du passage de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) en Union Africaine (UA) et l'élaboration du NEPAD.

28. La question demeure ouverte de la manière dont le Premier ministre suédois de l'époque, Olof Palme a décidé d'apporter le soutien financier de la Suède au fonctionnement du CODESRIA. Ce soutien financier perdue encore par l'action de l'agence gouvernementale SIDA.

29. L'IDEP (Institut africain de développement et de planification des Nations Unies) est un organisme rattaché à l'ONU qui s'est occupé de la formation des premiers cadres africains chargés de la planification. On comprend ce faisant, le rôle stratégique qu'a pu jouer cet organisme à un moment où la planification occupait une fonction majeure, y compris dans les pays occidentaux.

30. Il ne s'agit pas pour nous d'éviter une telle complexité, au contraire. Il est particulièrement difficile de pouvoir accéder aux archives du CODESRIA détenues par le Secrétariat général. L'institution communique de surcroît très peu sur la question, en sorte qu'il est, en l'état actuel, ardu d'entreprendre une recherche faisant état de la complexité des négociations et des enjeux qui ont présidé à la naissance du CODESRIA.

31. L'occupation par Samir Amin de ce poste reste stratégique au sens où l'IDEP formera et sensibilisera de nombreux économistes africains sur les questions de développement et de dépendance.

32. Fondé en 1967 entre à l'initiative de l'économiste Aldo Ferrer, le CLACSO réunit de par l'Amérique latine, 600 instituts de recherche, universités en sciences sociales et humanités. Son objectif principal consiste à produire un savoir au soutien des politiques publiques menées contre la pauvreté. Il faut ajouter à cela que l'espace académique sud-américain se caractérise par une intégration avancée, en sorte qu'il est tout à fait possible pour un enseignant ou chercheur d'un pays A d'enseigner dans un pays B. On trouve par exemple au sein du CLACSO, Celso Furtado, économiste tiers-mondiste brésilien, lui aussi ancien élève de Perroux et qui deviendra plus tard un proche conseiller du président Lula. Plusieurs économistes tiers-mondistes, proches des théories de la dépendance, ont été en lien avec le CODESRIA (C. Furtado, D. Valdès, G. Franck, R. Prebisch) comme l'explique fort bien Samir Amin dans sa note sur la création de l'institution, même si l'on peut regretter le manque de données relatifs aux liens entre le CODESRIA et le CLACSO.

33. La conférence est organisée par l'IDEP avec l'appui du CLACSO et de l'Institut de développement économique et social de l'Université de Paris alors dominé par les courants dépendantistes et marxistes. De 1974 à 1976 un programme d'échanges entre chercheurs du CODESRIA et du CLACSO est envisagé ; ce programme, financé par le (PNUD), a pour objectif de rendre accessible en français et en anglais, les travaux produits par le CLACSO.

34. Là encore, au risque d'extrapoler, on dispose de peu de document sur les moyens initiaux mobilisés par S. Amin pour la création du CODESRIA.

35. Né le 23 mars 1942 et mort le 13 juin 1980, Walter Rodney est un universitaire et activiste politique originaire de la Guyane anglaise. Son travail historique reste ancré dans le matérialisme historique de la pensée marxiste. Son œuvre majeure s'intitule : *How Europe Underdeveloped Africa* (Rodney, 2018).

36. Il nous semble important de souligner ce détail, car Samir Amin a constitué l'intellectuel arabe laïc par excellence, dans la droite ligne de la politique française d'assimilation. Cette trajectoire l'a même poussé à soutenir des régimes autoritaires laïcs par préférence aux partis

islamiques légitimement élus. On renvoie à l'interview donnée par Samir Amin dans l'Humanité du 7 février 2011 : <https://www.humanite.fr/pour-leconomiste-samir-amin-moubarak-integre-lislam-politique-dans-son-systeme> (consulté le 5 décembre 2019).

37. Anouar Abdel Malek est un sociologue égyptien de tradition marxiste dont les travaux anticipent ceux de Saïd sur l'orientalisme.

38. Ce terme polysémique rend compte d'une prise de distance nécessaire des pays périphériques à l'égard du système mondialisé, qu'il soit financier ou économique.

39. Pour un exemple emblématique d'intellectuels tiers-mondiste, on pense nécessairement à Frantz Fanon ou Claude Ake, universitaire nigérian, spécialiste de sciences politiques.

40. Ce lien est mentionné rapidement par Boubacar Barry dans sa contribution au numéro spécial sur Samir Amin, (Barry, 2018).

41. Parmi les plus connus, Yves Bénot (1920-2005) qui publie deux livres importants sur les indépendances : (Bénot, 1969 et 1975).

42. Au début des années 1970, se tient à l'Université de Dar Es Salaam, un intense débat intellectuel sur les possibilités d'un socialisme adapté aux contraintes des pays africains. Nombre d'universitaires en sciences sociales qui participent à ce débat (C. Ake, C. Leys, D. Nabudere, G. Hyden, H. Alavi, I. Shivji, J. Saul, J. Rweyemamu, M. Mamadani, W. Rodney), fondent l'African Association of Political Science, en 1973, la même année que la création du CODESRIA.

43. Amin fait part, dans ses mémoires (Amin 2008), de plusieurs universitaires : Mahmood Mamdani, Ahmad Mhohieddine, Yash Tandon, Dan Nabudere, Abdallah Bujra, Ibbo Mandza, Nathan Shamuyarira.

44. Le rapport entre le CODESRIA et les pouvoirs politiques mériterait à nouveau d'être interrogé. Comme toute institution, le CODESRIA doit en effet négocier sa position institutionnelle dans un paysage politique africain majoritairement composé de régimes autocratiques. Pour ce faire, les critiques radicales adressées à certains pouvoirs ou institutions internationales ne peuvent pas être toujours assumées par l'institution. Si cette hypothèse est valable, elle expliquerait peut-être la prise de distance de certains universitaires vis-à-vis de l'institution.

45. On renvoie aussi au numéro spécial de la *Revue Afrique et développement*, XXVIII(1&2), 2003, *Globalization and Citizenship in Africa*.

46. Ce qui ne veut pas dire que les disciplines mentionnées étaient totalement absentes des travaux de l'institution, mais simplement qu'elles ont largement vécues sous l'ombre de l'économie politique. Un Institut sur le genre est créé au début des années 2000.

47. Il convient par conséquent de distinguer entre : la gestion administrative sous le mandat de A. Mbembe, l'ouverture intellectuelle qui s'est opérée à cette même époque (à savoir, la tentative de dialogue avec les pensées postcoloniales, plus globalement les intellectuels du Nord qui travaillent sur l'Afrique), et enfin la critique apportée par Mbembe à l'égard d'un certain schème de pensée traditionnel du CODESRIA lié au marxisme, tiers-mondisme ou panafricanisme. Il faut encore y ajouter la volonté d'équilibrer la place de la recherche fondamentale au sein du CODESRIA (Mbembe, 1993).

48. Le contenu conceptuel et l'identification de ce post modernisme ont malheureusement manqué d'être identifiés précisément.

49. Notamment au regard du déterminisme inhérent au modèle marxiste de la dépendance lequel ne permet pas d'expliquer les causes des disparités économiques entre régions du Sud.

50. L'expression a été forgée par le juriste Herman Heller. Elle revient dans les débats doctrinaux sur l'Union européenne afin de rendre compte de normes économiques quasi-indérogeables ; ces normes sont elles-mêmes l'expression de principes néolibéraux sanctuarisés dans le système juridique européen.

51. On se demande même si la situation qu'ont connu certains États européens après la crise de 2008 n'a pas remis en cause en partie au moins, les théories tiers-mondistes accoutumées à reprendre le vieux schéma dominants/dominés, alors même que la périphérie concerne

désormais ce que l'on s'est longtemps représenté comme le centre. Ainsi, dans quelle mesure ne faudrait-il pas prendre le problème différemment, en considérant qu'un certain nombre de réformes et politiques publiques menées sur le continent ont constitué un laboratoire d'expérimentation des inégalités caractéristiques de la mondialisation.

52. Et l'on pourrait en dire autant d'autres institutions ou manifestations à vocation critique abondées par des fonds venus du Nord.

53. Ce qui ne doit pas laisser penser qu'il n'existerait aucune autre source de financement en matière de sciences sociales sur le continent. Simplement, nous voulons souligner la rareté de telles sources.

54. Cette question n'est en réalité pas nouvelle. Il faudrait, pour l'élucider sérieusement, revenir sur l'évolution du statut de membre du CODESRIA. Dans un premier temps en effet, seules les universités et institutions de recherche pouvaient adhérer à l'institution. Par la suite, et sans doute en raison du faible engouement de plusieurs universités peu progressistes, l'adhésion a été ouverte aux membres individuels.

55. Ce serait aussi l'occasion de repenser ce qu'être universitaire africain veut dire, au-delà de la simple appartenance au continent. Ne faudrait-il pas élargir la perspective en incluant les diaspora caribéennes, brésiliennes et d'Amérique du Sud ? Ne conviendrait-il pas de prendre au sérieux à cet égard, les réflexions de Y. Mudimbe sur le concept d'Afrique ?

56. On pense bien sûr au FLN, FRELIMO, NPLA, ZANU PF, ANC entre autres.

57. Notre propos ne doit pas laisser la place à une réflexion binaire du type : modèle occidental versus modèle autocratique. Ce que nous essayons de dire c'est qu'il faudrait reprendre à nouveaux frais la question de la démocratie en Afrique tout en parvenant à la déconnecter de l'usage (généralement cynique) qui en résulte dans de nombreux pays aujourd'hui. Une trace de la signature de ce mémorandum peut être consultée ici : <https://www.codesria.org/spip.php?article2709&lang> (consulté le 4 octobre 2019).

58. Il faut bien se rendre compte qu'en Afrique du Sud 80 % de la population est noire : parmi celle-ci, 16 % parviennent à l'université alors que, paradoxalement, 55 % de la population Boers et descendante d'anglais entre à l'université - sachant que ce dernier segment représente à peine 8,4 % de la population totale : (Hendricks, 2018, p. 27).

59. La session a fait l'objet d'une plénière et était intitulée : Décoloniser la recherche, questionner les masculinités épistémiques : une condition indispensable pour des sciences humaines et sociales plus égalitaires, plus inclusives et plus intégratives des perspectives plurielles.

60. Et qui touche autant les affects, que les corps ou les pratiques de travail ordinaires comme le montre le travail de B. Hibou.

61. Dans ce court texte, Ake fait état des difficultés de contrôle de l'assemblée générale du CODESRIA sur le secrétariat exécutif et les politiques qu'il met en œuvre. En ce qu'il est chargé d'envoyer une invitation aux membres (ce qui implique souvent de prendre en charge leurs frais de voyage et d'hébergement), le secrétaire exécutif dispose en réalité d'un pouvoir immense dans la détermination de ceux qui composent l'assemblée générale, ce que souligne très clairement Claude Ake. Technique en apparence, un tel système de contrôle de l'accès aux membres peut se révéler à l'usage très efficace en faveur du secrétariat exécutif.

62. On rappelle que le débat sur le renouveau des universités africaines fut entamé à l'Université de Dar es Salaam au début des années 1970. De ces débats et propositions, reste un livre édité par Y. Tandon en 1982.

63. Les données statistiques autorisées prévoient en effet un accroissement du nombre de jeunes sur le continent, sans que rien ne soit entrepris collectivement d'un point de vue politique afin de les accueillir dans des conditions décentes.

64. Voir le numéro spécial déjà cité de la *Revue d'anthropologie des connaissances : Les circulations des enseignants-chercheurs africains. Controverses, pratiques et politiques*, 2018, 12(4).

65. Y compris dans les universités qui fonctionnent sur le même type de modèle économique, à savoir l'Afrique du Sud.
66. Parmi plusieurs questions, celle de l'intégration d'une représentation des afro-descendants (Caraïbe, États-Unis, Amérique du Sud).
67. Ces affirmations sont largement documentées par le CODESRIA. On renvoie pour ce faire à la *Revue de l'enseignement supérieur en Afrique/Journal of Higher Education in Africa* dont plusieurs articles abordent la question (on renvoie aux numéros spéciaux sur la liberté académique, l'introduction du processus de Bologne, l'évolution des sciences sociales après l'indépendance, les humanités, etc.)
68. Deux revues retiennent notre attention : la *Revue africaine de Sciences Politiques* qui s'éteint en 2004 après avoir débuté en 1996 et la *Revue africaine d'économie politique* qui s'éteint en (1986-1990).
-

RÉSUMÉS

Les communautés intellectuelles africaines restent souvent méconnues dans le monde universitaire français. Le présent article se penche sur le cas du CODESRIA (Conseil pour la recherche en sciences sociales en Afrique) dont la connaissance demeure confinée aux cercles des « africanistes ». Une telle méconnaissance contraste avec la reconnaissance accordée, dans le Nord, à certains des travaux individuels des universitaires provenant du même espace géographique. Ces dynamiques contrastées de reconnaissance renvoient à la figure fantasmée de l'« intellectuel mondialisé » provenant du Sud et font l'impasse sur les communautés intellectuelles dans lesquelles s'inscrivent ou se sont inscrits à un moment donné la trajectoire des acteurs concernés. Appréhender les penseurs « africains » plutôt que les communautés intellectuelles dans lesquelles ils s'inscrivent ou ont évolué jette un voile pudique sur des débats initiés dans leurs communautés de provenance. Dans cette perspective, le présent article propose un aperçu d'une institution, le CODESRIA, acteur de cette communauté intellectuelle, et discute la manière dont la question de la décolonisation des savoirs y a été abordée, en prenant le cas de sa dernière assemblée générale.

African intellectual communities often remain unknown in the French academic world. This article examines the case of CODESRIA (Council for Social Science Research in Africa) whose knowledge remains confined to the circles of 'Africanists'. Such a lack of knowledge contrasts with the recognition given in the North to some of the individual work of scholars from the same geographical space. These contrasting dynamics of recognition refer back to the phantasmagorical figure of the "globalized intellectual" from the South and overlook the intellectual communities in which the trajectory of the actors concerned is or has been inscribed at a given time. Approaching "African" thinkers rather than the intellectual communities in which they are or have been involved casts a modest veil over debates initiated in their communities of origin. From this perspective, this article provides an overview of one institution, CODESRIA, as an actor in this intellectual community, and discusses the way in which the issue of the decolonisation of knowledge has been addressed there, taking the case of its last General Assembly.

Las comunidades intelectuales africanas suelen ser desconocidas en el mundo académico francés. Este artículo examina el caso del CODESRIA (Consejo para la Investigación en Ciencias Sociales en África), cuyo conocimiento sigue estando confinado a los círculos de los "africanistas". Esta falta de conocimiento contrasta con el reconocimiento que se da en el Norte a algunas de las obras individuales de los académicos del mismo espacio geográfico. Estas dinámicas contrastadas de reconocimiento se remiten a la figura fantasmagórica del "intelectual globalizado" del Sur y pasan por alto las comunidades intelectuales en las que se inscribe o se inscribió en su momento la trayectoria de los actores en cuestión. El hecho de mirar a los pensadores "africanos" en lugar de las comunidades intelectuales en las que están o han estado involucrados, arroja un modesto velo sobre los debates iniciados en sus comunidades de origen. En esta perspectiva, este artículo ofrece una visión general de una institución, el CODESRIA, como actor de esta comunidad intelectual, y discute la manera en que se ha abordado allí el tema de la descolonización del conocimiento, tomando el caso de su última asamblea general.

INDEX

Palabras claves : CODESRIA (Consejo para la Investigación en Ciencias Sociales en África), conocimiento, conocimiento africano, comunidad académica, Sur, intelectual globalizado, descolonización, ciencias sociales

Keywords : CODESRIA (Council for Social Science Research in Africa), knowledge, African knowledge, academic community, Souths, globalized intellectual, decolonization, social sciences

Mots-clés : CODESRIA (Conseil pour la recherche en sciences sociales en Afrique), savoirs, savoirs africains, communauté universitaire, Suds, intellectuel mondialisé, décolonisation, sciences sociales

AUTEUR

LIONEL ZEVOUNOU

Maître de conférences en droit public à l'Université Paris Nanterre et membre du Centre de théorie et analyse du droit (CTAD-UMR 7074). Ses domaines de recherche sont la théorie du droit et le droit économique. Depuis 2018, il est membre de l'Institut Universitaire de France et travaille sur un projet de recherche autour de l'assimilation en droit colonial français.

ORCID : <https://orcid.org/0000-0003-2913-9279>

Adresse : Université Paris Nanterre, 200 avenue de la République, FR-92001 Nanterre Cedex (France)

lionel.zevounou[at]parisnanterre.fr